

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les acteurs sociaux économiques en appellent à la responsabilité

Face à la crise sociale d'une ampleur inédite que traverse notre pays, les organisations syndicales et patronales des Hauts-de-France se sont réunies le 7 décembre.

Elles s'accordent sur la gravité de la situation sociale, à l'origine de la colère exprimée légitimement par nos concitoyens.

Si le droit de manifester est incontestable, toute forme de violence portant atteinte à l'intégrité des personnes et des biens est inadmissible.

Les impacts économiques et sur l'emploi étant d'ores et déjà importants, elles demandent de ne pas empêcher le bon fonctionnement des entreprises et le droit des salariés à travailler.

Il faut entrer rapidement dans une phase de dialogue constructif. Les points de vue respectifs doivent s'exprimer librement pour aboutir collectivement à des mesures partagées.

Pour arrêter le conflit, l'Etat doit impérativement mettre en œuvre des mesures immédiates et s'attacher à conduire les réformes permettant de créer durablement de la richesse dans notre pays et de la répartir équitablement.

Les acteurs sociaux et économiques des Hauts-de-France faciliteront les débats régionaux annoncés par le Président de la République, et y prendront toute leur place avec leur légitimité de corps intermédiaires.

